



Déclaration préalable CGT au CSEE DTSI N°31

20/05/2025

Parlons culture et Festival de Cannes

Derrière les paillettes, l'histoire du festival est oubliée et doit être garder en mémoire. En effet, Engagée depuis toujours dans la démocratisation de la culture et le soutien à la création, la CGT a co-fondé le Festival international du film de Cannes. Le grand public l'ignore, mais la CGT a joué un rôle essentiel dans la création du Festival de Cannes. La CGT a non seulement co-fondé le festival, mais elle s'est aussi mobilisée pour que ce projet puisse voir le jour à la Libération car le Festival de Cannes est officiellement né sous la forme que l'on connaît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sur la Croisette en 1946 dans un pays meurtri. Tout est à reconstruire sur les gravats des bombardements, le sourire doit être redonné aux Français.

Si le site du célèbre événement mondial incontournable revient sur cette histoire, il omet une partie, que les syndicalistes de la CGT aiment à rappeler car le syndicat est cofondateur du Festival !

Dans son ouvrage, "Tapis rouge et lutte des classes, une autre histoire du festival de Cannes", l'historien Tanguy Perron revient sur la genèse de cette fête du cinéma, une histoire populaire, ouvrière, antifasciste.

Faisons aussi le lien avec l'actualité internationale :

Les élus CGT rappelle que La nature humaine fait parfois preuve d'une trop grande patience, combien de temps faudra-t-il attendre avant de mettre fin aux massacres en Palestine ? 70 000 morts, 18 mois de bombardement, un service de santé détruit, une famine qui s'installe. Certains Israéliens osent exprimer leurs sentiments sur la répression qui est opérée par le régime Israélien, un début de méa culpa.

Alors que le bilan macabre des victimes de Gaza s'alourdit, l'ombre de la guerre plane sur la 78e édition du Festival de Cannes. Une tribune a été publiée mardi 13 mai par près de 400 personnalités du monde du cinéma et un hommage a été rendu à la jeune photojournaliste gazaouie Fatima Hassouna, tuée dans une frappe israélienne le 16 avril. Quant aux réalisateurs palestiniens Tarzan et Arab Nasser, ils déplorent que « personne ne se pose la question de comment arrêter le génocide ».

« Nous artistes et acteur.ice.s de la culture, nous ne pouvons rester silencieux.se.s tandis qu'un génocide est en cours à Gaza. » Au matin de l'ouverture du festival mardi 13 mai, près de 400 personnalités du cinéma, dont le réalisateur espagnol Pedro Almodovar, les acteurs américains Susan Sarandon et Richard Gere, signent cette tribune dans le quotidien français Libération et le magazine spécialisé américain Variety.

Le texte rend aussi hommage à Fatima Hassouna, photoreporter gazaouie tuée par un bombardement israélien le 16 avril et protagoniste d'un documentaire projeté dans une section parallèle, l'Acid. Les acteurs américains en compétition Joaquin Phoenix et Pedro Pascal le signent par la suite, tout comme l'acteur français Omar Sy.

Un hommage lui a été rendue par la présidente Française du Jury Juliette Binoche dès l'ouverture du Festival

« Elle disait "ma caméra est une arme", elle disait "je voudrais une mort bruyante, éclatante, je ne veux pas être un chiffre à la dernière page d'un journal". » À l'occasion de la projection jeudi du documentaire Put Your Hand on Your Soul and Walk, qui retrace ses échanges avec Fatima Hassouna, la réalisatrice Sepideh Farsi lui a rendu un hommage poignant devant une salle très émue. « Elle n'est pas là, mais elle est là quand même, ils n'ont pas pu la vaincre », conclut la réalisatrice.

« Il faut arrêter le génocide, c'est tout »

Gazaouis nés en 1988 et exilés depuis des années, les réalisateurs Tarzan et Arab Nasser présentent leur dernier film « Once Upon a Time in Gaza », dans la sélection officielle au festival de Cannes. Une fable tragi-comique sur la survie, la vengeance, la corruption et l'amitié à Gaza où les frères jumeaux décrivent l'univers concentrationnaire de l'enclave. Les réalisateurs se sont montrés très révoltés dans leurs interviews par l'absence d'action pour stopper le génocide à Gaza.

« C'est une histoire qui n'a pas commencé en 2023, mais au moins en 1948. Une histoire de sang, de massacres, d'exil, de privation de droits. Les Palestiniens ont toujours cherché à survivre, à obtenir des droits auprès de toutes sortes d'instances internationales, et malgré cela, le monde ne les regarde pas. Aujourd'hui, il y a une petite prise de conscience, mais ce ne sont que des paroles timides qui ne parlent que de culpabilité. Il y a déjà tant de morts ou blessés, tout est détruit et le monde réfléchit à faire entrer des vaccins ou de l'aide alimentaire, mais personne ne se pose la question de comment arrêter le génocide. Ça fait un an et huit mois de massacre. Des femmes, des enfants, des vieux, les arbres, les insectes, tout a été tué. Il faut arrêter les paroles et prendre position pour changer la donne. Il faut arrêter le génocide, c'est tout. »

Focus sur notre actualité des autres mers

Ouvrir une école c'est fermer une prison, l'état Français a choisis ce sera une prison en Guyane.

Toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé ne saurait que fortuite...

Focus sur notre actualité hexagonale

Le patronat, les gouvernements successifs et les économistes libéraux martèlent sans relâche que les prélèvements obligatoires en France seraient les plus élevés parmi les pays développés, donc responsables du manque de compétitivité et d'attractivité. Cela leur permet surtout de justifier les nouvelles attaques contre notre modèle social, car dans les faits, ce sont les ménages et les travailleurs qui supportent l'essentiel de la charge fiscale, avec les deux tiers des prélèvements, pendant que les entreprises ne contribuent qu'à hauteur d'un tiers. Et encore ! Ce chiffre ne dit rien des milliers d'aides publiques et d'exonérations dont bénéficie le

patronat chaque année. De plus, quelle malhonnêteté intellectuelle de comparer ces données entre pays sachant que les systèmes socio-fiscaux sont profondément différents et répondent à des logiques propres à chaque société.

Les prélèvements obligatoires, loin d'être un fardeau, sont un outil de solidarité : ils financent les hôpitaux, les écoles, les retraites, les transports, les services publics dont profite aussi largement le secteur privé. Les multinationales, qui dénoncent l'impôt, s'appuient pourtant sur ces infrastructures pour faire leurs profits.

Mais si l'on veut vraiment comparer, alors faisons-le honnêtement : une fois déduites les aides publiques que reçoivent les entreprises, ce sont justement les firmes françaises qui ont vu leur fiscalité nette s'effondrer le plus spectaculairement en Europe ces trente dernières années. Résultat ? Une chute massive des ressources publiques au profit des dividendes.

Et pour quel bénéfice ? Aucun pour la majorité de la population. Pas de relance économique, pas de hausse des salaires, pas d'investissement productif. Au contraire : la croissance stagne, la précarité explose, le pouvoir d'achat régresse, les services publics sont asphyxiés, l'industrie décline, le commerce extérieur est dans le rouge, et les inégalités explosent.

C'est ça, la vérité de la politique de l'offre : une redistribution massive des richesses vers le capital, sur le dos du travail. Une machine bien huilée au service de la rentabilité, contre les besoins du peuple. Pour la CGT, il est temps de briser ce cycle mortifère et de remettre la fiscalité, les richesses et les choix économiques au service du collectif, de la justice sociale, et de l'intérêt général.

Une des conséquences, c'est cette politique d'austérité injuste et injustifiée que compte mettre en place le gouvernement. Les principaux efforts seront faits sur les dépenses publiques de l'état, de la sécurité sociale et des collectivités locales. Pour ramener le déficit budgétaire à 4,6% en 2026, le gouvernement compte trouver 40 milliards d'euros notamment avec la lutte contre la fraude sociale pour un montant de 4,5 milliards d'euros. Ce qui est choquant, c'est qu'il n'y a rien sur la fraude fiscale qui est pourtant évaluée à 80 milliards d'euros.

Le gouvernement fait de la dette publique un épouvantail, alors que le vrai enjeu est celui du déficit, alimenté par des recettes insuffisantes. Ensuite, elle impose un effort excessif aux salariés et aux services publics, pendant que les grandes entreprises et les plus hauts revenus échappent en grande partie à la contribution collective. Enfin, elle s'obstine à réduire les dépenses, alors que ce qu'il faut, c'est augmenter les recettes, en luttant contre l'évasion fiscale et en rétablissant une fiscalité plus juste. Mais c'est vrai qu'il vaut mieux pressuriser le peuple que les nantis.

Une autre politique est possible, fondée sur l'investissement, la solidarité et la justice sociale.

Retour sur 3 heures d'émission et rien à annoncer aux travailleurs et aux travailleuses

Le Président de la République a souhaité s'adresser aux Françaises et aux Français ce mardi 13 dans une émission sur TF1. A cette occasion, la secrétaire générale de la CGT a pu interroger Emmanuel Macron sur des situations concrètes avec des propositions précises pour répondre aux exigences sociales des travailleurs et des travailleuses. Encore une fois, le Président de la République s'est contenté de faire le service après-vente de sa politique, fermant toutes les portes qui lui étaient ouvertes.

Emploi : circulez il n'y a rien à voir

Le Président de la République a refusé de reconnaître le naufrage de sa politique de l'offre, qui appauvrit les services publics par ses cadeaux aux plus grandes entreprises, sans protéger les salarié·es des licenciements. La CGT a pourtant proposé de conditionner les 200 milliards d'aides publiques attribuées chaque année aux entreprises, de mettre en place un moratoire sur les licenciements et d'intervenir sur des dossiers très concrets à commencer par celui d'Arcelor Mittal, de Vencorex et de la filière automobile.

Rien non plus sur les salaires ni sur les services publics alors que les salaires en France n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2020.

Retraites : pourquoi craindre la démocratie ?

Alors que le Président de la République a lui-même avancé l'idée d'organiser plusieurs référendums, il a pourtant refusé de le faire sur la réforme des retraites, alors que c'est ce que souhaitent 2/3 des Français. Il a refusé de façon dogmatique toutes les propositions de financement formulées par la CGT, des cotisations sociales à l'égalité salariale en passant par la mise à contribution du capital. A contrario, Emmanuel Macron remet en cause notre modèle de protection sociale solidaire en proposant de le financer par la consommation plutôt que par le travail, attaquant ainsi le principe de la cotisation, le salaire socialisé, et les droits collectifs.

En valorisant un présumé rejet du salariat par les jeunes et les seniors, il cherche à légitimer la précarisation des parcours professionnels et la remise en cause des droits collectifs. Encore une fois, Emmanuel Macron s'est enfermé dans le déni, essayant de vendre à nouveau une réforme combattue et refusée par une large majorité de salariés.

Un non-événement malheureusement et un nouveau rendez-vous manqué avec le monde du travail. L'événement de la journée du 13 mai est donc finalement la victoire des femmes de chambre de l'hôtel Campanile de Suresnes, qui, après 9 mois de grève ont réussi à arracher le droit au passage à temps plein, un chantier d'amélioration des conditions de travail et des mesures de formation. Une très belle victoire qui démontre à quel point se syndiquer et lutter peut changer la donne.

Retraites, salaires, emploi : même combat

La retraite par répartition c'est solide et solidaire : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires plus élevés, c'est plus de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmes-hommes, ce n'est pas seulement juste, c'est aussi le moyen fiable et efficace de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits

À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salariés payent 2 fois : moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses

En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Une part de ces profits doit revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleurs. C'est pourquoi la CGT exige le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et l'indexation des pensions sur les salaires.

Salaires - retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre

Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Le patronat et le gouvernement refusent d'entendre les propositions CGT pour préserver les profits de quelques-uns. Dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires ont été obtenues par la grève. Nous pouvons gagner des mesures de financement et l'abrogation des 64 ans en nous mobilisant !

La CGT appelle les salarié.es à se mobiliser le 5 juin prochain pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites, la défense des services publics et de l'emploi et l'augmentation des salaires.

Passons à l'actualité d'Orange

Nous ne demanderons pas une minute de silence pour Mr Fallacher soyez rassurer ... ou pas ! Mais bon le cœur y est quand même nous prenons acte que les décisions politiques et conviction ne sont parfois pas conciliable.

La direction d'Orange a présenté des résultats financiers en progression, avec un chiffre d'affaires de 9,9 milliards d'euros pour le premier trimestre 2025. Mais derrière cette belle communication, la réalité vécue par les salariés est tout autre.

En France, les revenus sont toujours en baisse (-1,3 %), signe d'une concurrence exacerbée et d'un marché sous pression. Plutôt que d'investir dans l'humain, la direction multiplie les plans d'économies et accélère les transformations, au prix d'une dégradation alarmante des conditions de travail. Les salariés paient le prix fort de la recherche effrénée de rentabilité, alors que l'Afrique et le Moyen-Orient, principaux moteurs de croissance, servent de cache-misère à la situation sociale française.

La hausse des indicateurs de rentabilité (EBITDAaL +3,2 %) et d'investissement (eCAPEX +6,6 %) découle principalement de restructurations incessantes, de suppressions de postes et d'une remise en cause des droits sociaux. Les efforts demandés au personnel sont devenus insoutenables, générant stress, démotivation, mal-être au travail avec des conséquences parfois dramatiques. Les tensions sociales se multiplient. Le nombre de suicides augmente de manière inquiétante dans notre entreprise Orange-ex France telecom, qui compte moitié moins de salariés que lors de la 1ère crise de 2009, et les nombreuses alertes inquiétantes (rapports des médecins, DGI, suicides, CNPS...), devraient faire réagir la direction d'Orange. Force est de constater qu'elle préfère minimiser la situation sociale et s'enfermer dans un nouveau déni semblable à la crise sociale de 2009.

La CGT dénonce fermement cette politique du chiffre, qui sacrifie l'humain au profit des actionnaires. Nous exigeons une stratégie tournée vers l'avenir, basée sur des investissements massifs dans l'emploi, la formation et la reconnaissance du travail. Il est urgent de stopper la spirale des économies à tout prix et de rétablir un dialogue social digne de ce nom.

La CGT rappelle que la performance d'Orange ne peut se faire sans ses salariés. Nous exigeons des engagements concrets pour préserver la santé, la sécurité des salariés et les emplois, améliorer les conditions de travail et garantir les droits collectifs. Nous resterons mobilisés pour que la justice sociale, la solidarité et la dignité redeviennent les piliers de la politique d'Orange.

Nous finirons cette intervention sur une rumeur

Depuis plusieurs semaines, la rumeur d'une cession partielle ou totale de SFR grandit. Détenue par Altice (Patrick Drahi), ce projet, s'il se concrétise, ne serait pas anodin pour le secteur télécoms français, ni pour nous, salariés d'Orange.

En effet, SFR, aujourd'hui le n°2 des télécoms françaises, cherche à se désendetter (plus de 60 milliards d'euros de dette). Aujourd'hui, plusieurs acteurs sont pressentis : Xavier Niel (Free/Iliad), Bouygues Télécom, voire un fonds d'investissement, national ou étranger. Cependant le gouvernement n'élude le scénario de consolidation du secteur à 3 opérateurs.

Quel que soit le scenario (consolidation ou dumping social), il existera des conséquences sociales qui seront justifier par des raisons financières et de concurrence aggravée dues à la concentration des marchés ou à l'arrivée d'un fond spéculatif/low cost qui ne viendrait qu'aggraver la situation actuelle.

Cette vente de SFR ne doit être une raison pour accélérer des plans de suppressions de postes déguisés (GEPP, ruptures conventionnelles collectives, non-rempacements...), poursuivre des projets de réorganisations internes comme ceux des DO ou des boutiques au nom d'une concurrence effrénée et de la recherche d'efficacité par davantage d'externalisation et de suppression d'emplois.

La CGT rappelle que les précédentes fusions dans les télécoms en Europe ont entraîné des destructions massives d'emplois (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni).

- En France, une consolidation pourrait être encadrée par l'ARCEP et l'Autorité de la concurrence, mais avec quels garde-fous pour l'emploi ?
- Le gouvernement pourrait avoir son mot à dire : il ne doit pas être complice d'une recomposition du secteur dictée par les logiques spéculatives d'Altice.

La CGT FAPT revendique :

1. L'arrêt de la logique purement financière dans les télécoms, au profit d'un service public du numérique accessible pour tous.
2. Un audit indépendant de l'impact d'un rachat de SFR sur l'emploi, les infrastructures et les usages.
3. Un contrôle démocratique de la stratégie industrielle du secteur, en lien avec les collectivités et les usagers.
4. Chez Orange, la protection des salariés et des emplois doit être une ligne rouge : pas de suppressions de postes en cascade sous prétexte de "compétitivité".

Pour la CGT, la vente de SFR n'est pas une affaire qui ne concerne que ses actionnaires, car elle engage l'avenir de tout le secteur télécom français et du modèle concurrentiel, et elle ne doit

être un prétexte à relancer une spirale de casse sociale en fragilisant l'emploi et les conditions de travail.

La CGT défend avec force et conviction l'intérêt des salariés, refusera toutes les logiques de rentabilité court-termiste, et réclame un débat public sur l'avenir des télécoms en France qui est un bien commun à préserver de toute spéculation financière. Car notre boussole, c'est l'humain, pas la spéculation.

Enfin un peu de culture général

Le “travail” : une étymologie méconnue mais qui en dit long

Le mot travail vient du latin tripalium, un instrument de torture composé de trois pieux, utilisé pour immobiliser ou faire souffrir. Ce n'est pas une invention militante : c'est un fait historique.

À l'origine, travailler, c'était souffrir. Et dans bien des cas aujourd'hui, cette définition semble tristement toujours d'actualité.

Quand les cadences explosent, que les salaires stagnent, que les accidents se multiplient, que les burn-outs s'enchaînent, on est loin d'un travail épanouissant ou émancipateur.

Cette étymologie n'est pas un hasard : elle reflète une longue tradition d'exploitation, où le travail est imposé plus qu'il n'est choisi, et où la valeur créée par les salarié·es est accaparée par quelques-uns.

Mais à la CGT, nous ne nous résignons pas.

Nous défendons un travail, **libéré de la souffrance, porteur de droits, émancipateur, reconnu et justement rémunéré**.

Changer le sens du mot travail, c'est aussi changer la réalité quotidienne de millions de salarié·es. Et ça, c'est notre combat !



Déclaration préalable CGT au CSEE DTSI N°32 21/05/2025

La direction doit cesser de jouer avec la santé et l'avenir des personnels. Les salariés ne sont pas une variable d'ajustement : ils sont la véritable richesse d'Orange.

La CGT tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme sur la dégradation des conditions de travail au sein d'Orange, qui est directement liée aux réorganisations successives, menées sans accompagnement professionnel adapté ni évaluation sérieuse des impacts humains, et, également à la rationalisation constante des effectifs, qui fragilise les salariés et les collectifs de travail.

Les conséquences humaines sont graves, voire dramatiques : augmentation de la souffrance au travail, hausse des arrêts de travail, notamment les arrêts de longue durée, et malheureusement des suicides.

Contrairement aux affirmations de la direction, ces drames ne sont pas des cas isolés. Ils témoignent de l'échec du système de prévention et d'un modèle managérial défaillant qui épuise les salariés, détruit les collectifs de travail et met en péril leur santé.

Relayés maintenant par les médiats, les expertises indépendantes, les rapports des médecins du travail, et les résultats récents de l'enquête CNPS sont tous à charge et lancent des alertes qui confirment un niveau d'usure professionnelle alarmant, marqué par la surcharge de travail, la perte de sens au travail, la désorganisation et l'insécurité pour l'avenir.

La CGT rappelle que la santé et la sécurité au travail ne sont ni des options ni des variables d'ajustement. Elles constituent une obligation légale que la direction doit respecter, conformément au Code du travail, notamment en matière de prévention, d'évaluation des risques et d'adaptation des conditions de travail. Il est urgent de traiter les causes à la racine : surcharge de travail, perte de sens au travail, déséquilibre vie professionnelle-vie privée, absence de reconnaissance, inquiétude pour l'avenir...

Tous ces signaux d'alerte doivent être pris très au sérieux par la direction d'Orange.

La CGT exige urgentement que la direction d'Orange :

- Remette la dimension humaine et la prévention primaire au cœur de sa stratégie ;
- Renforce les dispositifs de prévention des risques professionnels, en lien avec les réalités terrain, et dotés de moyens nécessaires et suffisants ;
- Construire une réelle politique de santé au travail, autonome et indépendante ;
- Prenne en compte les alertes, expertises et enquêtes CNPS, ainsi que les remontées des salariés et de leurs représentants.
- Ecoute la médecine du travail.

Tous ces signaux ne sont pas des obstacles mais des leviers d'amélioration collective dans l'intérêt de l'entreprise comme de ceux qui la compose, les collaborateurs Oups, les salariés.

Préserver la santé des salariés, c'est préserver l'avenir de l'entreprise. La CGT continuera à défendre, avec détermination et responsabilité, le droit à un travail digne et sécurisé, dans les faits, et non par de simples déclarations.